78 rue de Varenne – 75349 PARIS 07 SP

01 49 55 52 84 / 40 04

foagriculture@agriculture.gouv.fr

COMMUNIQUE

Paris, le 15 octobre 2025

Entre reconnaissance du travail des agents et attentes fortes sur les moyens et les garanties sociales

Malgré un **contexte politique instable** et l'absence de **budget prévisionnel**, FO Agriculture a rappelé, lors du dernier Comité social d'administration ministériel, l'engagement sans faille des agents du MAASA qui assurent la continuité du service public dans des conditions souvent difficiles. Si la **Secrétaire générale** a salué cet engagement et réaffirmé sa volonté d'un **dialogue social constructif**, FO Agriculture reste vigilante : les paroles doivent désormais se traduire par des **actes concrets** en matière de **reconnaissance, de conditions de travail et de rémunération**.

Des chantiers à suivre de près : GPEEC, TSMA et réforme des corps : La Secrétaire générale a confirmé que la **gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEEC)** reste un **chantier prioritaire**, notamment pour les filières de **l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt**. FO Agriculture prend acte de l'ouverture d'un **groupe de travail sur la réforme du corps des techniciens supérieurs (TSMA)**, prévu le **22 octobre**, qui devra répondre à l'enjeu crucial d'**attractivité des métiers** et d'**adéquation des profils aux besoins des services**. FO Agriculture y portera la voix des agents : **meilleure reconnaissance des compétences, revalorisation réelle des carrières et ouverture des parcours internes**.

Enseignement agricole : FO reste vigilante et impliquée sur les dossiers d'actualité : Agents contractuels sur budget et personnels de direction contractuels. FO Agriculture se félicite que le **projet** de « **bachelor agro** », revendiqué depuis 2021, se mette **en place** suite à la **loi d'orientation agricole**. Cependant, les **incertitudes budgétaires du PLF 2026** et le **manque de moyens humains** dans les établissements restent préoccupants. FO Agriculture alerte une nouvelle fois sur la **dégradation des conditions de travail** et la **nécessité de recruter des personnels médico-sociaux, enseignants et d'éducation**.

Sécurité et santé des agents : À la suite de l'**attaque au couteau d'Antibes**, FO Agriculture a participé aux **groupes de travail nationaux et régionaux** sur la **sécurité, la prévention et la santé mentale**. Elle a insisté sur la nécessité d'une meilleure coordination avec les forces de sécurité et d'une formation renforcée aux plans de mise en sûreté. La santé mentale est une grande cause nationale 2025. En octobre, il est temps de prendre des mesures !

Reset Brexit et futur accord SPS : FO exige transparence et garanties sociales : Le futur **accord sanitaire et phytosanitaire (SPS)** dans le cadre du « **Reset Brexit** » suscite une forte inquiétude. FO Agriculture a dénoncé une **gouvernance trop fermée** du dispositif. La **Secrétaire générale** s'est **engagée à créer un « groupe miroir »** de suivi, mais FO Agriculture **réclame** des garanties supplémentaires : **transparence totale, accompagnement RH individualisé, sécurisation des parcours et protection intégrale des rémunérations, en particulier pour les agents du SIVEP et les contractuels**.

Rapport social unique et égalité professionnelle : FO demande plus de clarté : FO Agriculture salue les **progrès** du Rapport social unique 2024 — notamment la **hausse du taux d'emploi des travailleurs handicapés et de la formation**. FO Agriculture a fait le **focus** sur certains sujets : **absence de données sur les contractuels sur budget, vieillissement inquiétant des effectifs** et **insuffisance des moyens de prévention des risques managériaux**. Elle réclame que le **RSU** devienne un **véritable outil d'analyse et d'action**, intégrant un suivi spécifique des rémunérations et de l'égalité professionnelle. Sur ce dernier point, **malgré** un **index en hausse (84 points)**, FO Agriculture rappelle que l'**égalité salariale réelle reste à construire**.

Questions diverses : FO interpelle une fois de plus sur les sujets concrets du quotidien : De **nombreuses questions restent sans réponse satisfaisante** : financement inéquitable de la **restauration en DDI**, manque de moyens pour les **équipements de protection**, **retards dans les contrats** et indemnités des agents, ou encore **stagnation des revalorisations** indemnitaires dans l'enseignement agricole. FO **exige des clarifications rapides** et la mise en place d'un plan de rattrapage.

Face à un ministère qui reconnaît les difficultés sans toujours y apporter de solutions, FO Agriculture **continuera à porter les revendications des agents : revalorisation des carrières, sécurisation des parcours, égalité de traitement et amélioration concrète des conditions de travail**. Les annonces doivent maintenant se transformer en engagements fermes et mesurables.

FO Agriculture – pour un service public du MAASA fort, juste et humain !